



« IMAGINING THE WORLD TO COME - IMAGINER LE MONDE À VENIR »
COMMENT L'AFRIQUE CONÇOIT-ELLE LA CRISE DU COVID ET SES CONSEQUENCES ?

Jeudi 7 mai 2020, 14h00-16h30

RAPPORT DE SYNTHESE

Introduction

- Afin de matérialiser sa vision et ses fonctions en tant que laboratoire d'idées et de renforcement des capacités, l'UNESCO entend contribuer, à travers ce débat, à la compréhension des dimensions socioculturelles de la crise et à la reconstruction de la société dans une Afrique post-covid-19. Organisée dans le cadre de son **Programme Priorité Afrique** et de l'initiative « **Imaginer le monde à venir** », la réunion a regroupé plusieurs intellectuels et acteurs de premier plan de la vie sociale, économique et culturelle africaine. L'objectif principal était d'amorcer une réflexion africaine, pluridisciplinaire et prospective sur l'impact de cette crise et repenser « l'Afrique que nous voulons » en s'inspirant, entre autres, de l'expertise et des approches méthodologiques de différentes disciplines, notamment la philosophie, la sociologie, l'histoire, les sciences politiques, l'éthique, la psychologie ou la géographie. Il s'agissait d'un premier pas vers la génération et la stimulation d'idées par des africaines et des africains du continent et de la diaspora visant à compléter les réponses massives de santé publique actuellement déployées dans la lutte contre le COVID-19 en Afrique. Première d'une série, ce débat s'inscrit également dans le cadre d'une initiative plus large dont l'UNESCO est porteuse et qui vise à instaurer un dialogue mondial sur le futur de l'humanité post Covid-19.
- Les participants ont été invités à débattre autour de deux grandes problématiques:
 1. Quelles sont les grandes leçons à retenir de cette crise pour l'Afrique et les grands enjeux qu'elle pose pour l'avenir du continent africain ?
 2. Quelles sont les pistes de réflexion à approfondir dans la perspective d'un renouvellement/changement des paradigmes actuels du développement en Afrique? Et comment les institutions internationales telles que l'UNESCO et ses partenaires peuvent-elles contribuer à ce renouveau de la pensée africaine du développement?
- La qualité des participants a donné lieu à un débat de très haut niveau, riche en idées et en propositions. La crise sanitaire du COVID-19 est encore présente et les interventions ont montré que le phénomène social du COVID-19 appelle à une réflexion en profondeur de ses conséquences futures sur tous les domaines de la vie humaine. Ainsi que l'a souligné Mme Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, dans son introduction, « Le choc causé par la crise du COVID-19 est mondial et le confinement propose actuellement un moment de pause dans nos vies qui permet un espace de réflexion et de prospective ».
- Passé « l'effet de sidération » face à une crise qui a révélé toute la fragilité des systèmes de santé en Afrique et dans le reste du monde, le premier constat est celui d'une crise mondiale et multidimensionnelle dont l'ampleur, la virulence et la rapidité de diffusion ont pris de court toute la planète du Nord au Sud et, de l'Est à l'Ouest. M. Kwesi Quartey, Vice-président de la Commission de l'Union Africaine, a fait remarquer, en ouverture que « ce n'est pas un problème africain, ni européen, c'est une question qui concerne tout le monde et nous devons travailler tous ensemble pour trouver les solutions à cette crise multidimensionnelle ».

Grands enjeux et défis du Covid-19 pour l'Afrique

- Un des grands enjeux de la crise sera d'identifier le visage du monde de demain. La crise du COVID-19 offre à l'Afrique l'occasion unique d'inventer son propre futur. Un futur qui s'inscrit dans le temps

du monde. La pandémie confirme que les préoccupations et les perspectives africaines sont mondiales et vice-versa. L'Afrique doit avoir l'audace d'accélérer son intégration car il n'y a pas d'autre option que la mutualisation des efforts. Elle doit avoir l'audace de refonder une humanité plurielle, une humanité fondée sur un nouvel humanisme vital (référence à l'UBUNTU, philosophie africaine : « Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous »).

- Il s'agit d'une crise majeure qui emboîte une crise sanitaire, sociale, voire politique. La pandémie affecte tous les aspects de la vie sociale. Elle accroît des inégalités déjà criantes, elle mine les valeurs et les normes culturelles africaines. Elle conduit à une augmentation de la violence sexiste, aggravant encore l'exploitation et la marginalisation des femmes et des filles. Le violent vertige induit par le COVID-19, ses impératifs comportementaux, ses exigences disciplinaires ont crument révélé les vulnérabilités plurielles des sociétés africaines. Les inégalités de genre et les inégalités générationnelles sont devenues plus aiguës.
- Une réponse spontanée à la crise a été le développement du télé-enseignement en Afrique. Il s'agit d'exploiter cette opportunité pour remettre en place des systèmes éducatifs éprouvés et assurer la continuité de l'enseignement. L'Afrique doit en tirer les leçons pour investir massivement dans les nouvelles technologies. C'est peut-être aussi l'occasion d'entreprendre une refondation des systèmes éducatifs, appelés à promouvoir un enseignement multilingue, basé sur la langue maternelle et qui ne peuvent continuer à produire des « citoyens formatés », destinés à reproduire des modèles socio-économiques aujourd'hui en faillite.
- La Recherche et l'Innovation sont un des défis posés par la crise. L'Afrique ne consomme ni son savoir, ni sa science. Elle possède cependant le ferment de la science du monde. Aucune industrie mondiale ne peut se passer des matières premières de l'Afrique.
- La crise investit aussi les domaines de la vie économique, elle pose la question de la croissance et de la relation entre l'homme et la nature. Elle introduit la notion de « décarbonisation de la croissance » et la nécessité d'une transition écologique. Le contexte socio-économique africain est une opportunité pour le continent de se réinventer sur les points suivants : d'un point de vue social, la nécessité de travailler sur les aspects de la protection sociale, en tenant compte de la grande informalité du travail en Afrique. D'un point de vue économique, l'urgence de promouvoir les priorités fixées par l'UA, en termes de transformation productive et d'intégration régionale : priorité aux politiques d'innovation, aux jeunes, à la numérisation et à la protection de l'environnement. De même, l'annulation de la dette de l'Afrique, par exemple, recentrerait la notion du développement et la notion d'humanisme vital.
- Cette crise remet en question les relations entre l'État et la société. Elle menace les fondements mêmes des institutions et des processus démocratiques. Ainsi, la question de la participation de la société à la vie publique (démocratie participative) et la notion même de citoyenneté deviennent cruciales dans un contexte où l'État n'a pas la capacité suffisante de fournir des réponses efficaces aux demandes des citoyens (sécurité, services sociaux de base). Il est également nécessaire de comprendre, dans une perspective historique, la tension actuelle entre l'imposition de l'état d'urgence et de mesures contraignantes (telles que la distanciation sociale et le confinement) et la réponse spontanée des citoyens sous forme de manifestations populaires s'opposant à ces mesures. Ces tensions soulignent la difficulté des pays africains à s'attaquer aux problèmes structurels qui sont la cause de ces inégalités et produisent les conditions des conflits et troubles sociaux depuis les années 80. Ces défis structurels comprennent, sans s'y limiter, la pauvreté, la faim, le chômage (en particulier des jeunes), les systèmes éducatifs dysfonctionnels et surtout le manque d'accès à des systèmes de santé décentes.
- La crise Etat-société-citoyenneté témoigne également de l'échec de décennies de mise en œuvre des politiques et des programmes d'ajustement structurel imposés aux pays africains dans les années

1980 et 1990 par les institutions de Bretton Woods. Elle remet en cause la pertinence de l'ordre international néolibéral qui domine le monde depuis plusieurs décennies et, plus important encore, a eu un impact négatif sur le développement de l'Afrique.

- L'Afrique est un continent où les jeunes forment la grande majorité de la population. La jeunesse africaine est donc un atout pour le développement du continent y compris pour cette crise sanitaire. Étant donné que ce groupe démographique est sans doute le plus touché par les effets socio-économiques de la pandémie (perte d'emplois et de revenus, déscolarisation, etc.), il est donc important de tenir compte de son engagement et de l'impliquer davantage à la fois dans la prévention de la propagation du virus et dans la lutte contre la pandémie.
- La crise soulève des questions sur la façon dont les Africains devraient penser et imaginer l'avenir. Les méthodes conventionnelles de la prospective sont-elles encore pertinentes pour penser le futur d'un monde soumis à des incertitudes parfois contradictoires? Le COVID-19 aura un impact certain dans l'ordre épistémologique mondial. Le temps de la pandémie ouvre une nouvelle ère pour réimaginer l'Afrique et penser autrement son avenir et celui du monde.
- Un constat final : la catastrophe « annoncée » n'a pas (encore) eu lieu en Afrique et la crise a renforcé la résilience africaine et révélé de nombreux trésors d'innovations. En cela, on peut dire qu'il n'y a pas d'exceptionnalisme africain (aussi bien sur le plan des réponses apportées à la crise que sur celui des solutions innovantes ayant émergé sur le continent).

Pistes de réflexion pour l'après Covid-19 en Afrique

Poursuivre la réflexion globale sur l'Afrique de demain

- La crise du COVID-19 est une occasion de repenser de nombreux aspects de la vie dans les sociétés en Afrique et à l'échelle internationale. Elle oblige à repenser les hypothèses actuelles sur les paradigmes de développement adoptés par les États africains en vue de bâtir de nouvelles fondations pour le futur. Il y a nécessité de repenser, à la lumière de cette crise, l'ordre international neo-libéral. Elle appelle également à une réorientation des priorités nationales et régionales en Afrique. Il s'agit de se concentrer sur les priorités de développement centrées sur l'homme, et d'investir en priorité dans l'éducation, les soins de santé, la protection sociale et la recherche scientifique comme base pour créer une nouvelle Afrique, capable de regarder vers l'intérieur et de trouver des solutions endogènes à ses problèmes, tout en assurant sa place sur la scène internationale.
- Cette pandémie offre l'opportunité de repenser le développement du continent avec la pleine conscience du lien intrinsèque entre l'économie, la sécurité, la culture et l'écologie. L'Afrique est invitée à rompre avec le prêt-à-penser et les idées reçues, souvent dictés de l'extérieur, pour mettre en avant les perspectives endogènes dans ses dispositifs, ses stratégies et ses actions de développement.
- Penser à un monde nouveau, à une autre manière de faire l'humanité; engager des actions centrées sur l'humain; promouvoir un nouvel humanisme, sont autant de pistes sur lesquelles devrait s'engager la réflexion.

Soutenir la jeunesse africaine

- La jeunesse, écrasante majorité de la population africaine, doit être éduquée et habilitée pour sortir du désespoir et affronter l'avenir. Investir dans les jeunes est un moyen d'investir dans l'avenir de l'Afrique.
- Les pays africains devraient explorer les capacités novatrices des jeunes, démontrées de diverses manières au cours de la pandémie actuelle. Un effort devrait donc être fait pour documenter toutes

les idées nouvelles/innovantes avancées par les jeunes Africains, et faire en sorte que ces idées inspirent les actions de reconstruction post-pandémique.

- Quand on parle d'innovation, il faut souligner que le savoir et la connaissance sont globaux mais l'innovation est locale et c'est aux africains de s'adapter et être innovants et, pour cela, il est essentiel de former les jeunes pour l'avenir. Les universités africaines telles que l'UM6P (Université Mohammed VI Polytechnique), qui coopère avec l'UNESCO (à travers le projet « Imaginer les avenirs de l'Afrique ») est un bon exemple de transition réussie vers un enseignement numérique complet.
- Le confinement a créé un climat de peur et beaucoup de jeunes ont perdu leurs emplois. Les jeunes ont besoin de plus d'emplois décents et qualifiés. Ils ont besoin d'être rassurés pour qu'ils puissent avoir de l'espoir, des ambitions et participer à la reconstruction de leurs pays. Une solution serait d'encourager les acteurs privés de télécom à rendre l'accès à l'internet moins cher et accessible à tous. Les jeunes seraient ainsi en mesure de développer des projets innovants pour lutter contre le COVID-19. Il faut insister sur la jeunesse et l'innovation, inviter les jeunes au dialogue, leur donner des ressources et leur offrir des opportunités d'investissement.

Rôle des institutions internationales

- Le rôle des institutions internationales en Afrique est essentiel pour lutter contre la pandémie, engager une réflexion profonde sur ses causes et ses conséquences et projeter les solutions pour l'avenir. Dans cette optique, l'UNESCO et ses partenaires sont à même d'offrir des plateformes de dialogue sur lesquelles peuvent se rencontrer des chercheurs, des praticiens et des décideurs pour réfléchir ensemble à comment l'Afrique doit se positionner collectivement dans ce nouvel ordre mondial post-COVID porteur d'un multilatéralisme plus efficace et plus équilibré.
- L'UNESCO en particulier, devrait continuer à jouer ce rôle de catalyseur pouvant mobiliser les connaissances nécessaires pour accompagner l'Afrique dans cette période difficile. La qualité des intellectuels et acteurs de la vie sociale, économique et culturelle du continent, réunis au cours de ce débat témoigne de la capacité de l'UNESCO à mobiliser les ressources humaines nécessaires qui peuvent contribuer véritablement à changer le futur de l'Afrique.
- L'innovation et la recherche sont, parmi d'autres, des domaines à privilégier. Ces institutions pourraient accompagner les pays africains à investir davantage dans la recherche et faire un inventaire de solutions innovantes et pratiques en rapport avec la crise. De même, il convient de penser à la nécessité de développer la co-innovation africaine et soutenir les entrepreneurs comme des points clés pour cette nouvelle Afrique. On observe en effet qu'il y a un rapport très fort entre l'innovation et le changement social à venir. Par conséquent, investir dans la recherche et l'innovation est un impératif de survie.
- Les institutions sont invitées à accompagner l'Afrique pour qu'elle puisse faire face au séisme sanitaire, sécuritaire et social de la pandémie et faire en sorte que la crise du COVID-19 puisse inspirer la transformation structurelle des sociétés, des imaginaires et des mentalités et enfin créer les conditions préalables à l'émergence d'une Afrique réconciliée avec elle-même. Ses valeurs cardinales et ses principes intrinsèques comme le UBUNTU, MAYA ou encore NITEE qui, du Sud au Nord et de l'Est à l'Ouest du continent, mettent l'Humain au cœur de l'Humanité, s'avèrent extrêmement utiles à ce moment critique de l'histoire du continent.
- Il est d'une importance cruciale de construire une véritable Union africaine, une union qui ne soit pas seulement des gouvernements, mais une union qui rassemble aussi les peuples africains dans l'unité. On ne peut plus agir de manière désordonnée, il faut agir ensemble avec une Union africaine au service du peuple africain.
- L'UNESCO, à travers ses fonctions de laboratoire d'idées et de renforcement des capacités, est enfin appelée à poursuivre, avec ses partenaires, l'organisation d'autres webinaires thématiques en

rapport avec le contexte de la crise (ex. jeunesse, citoyenneté, recherche/innovation en Afrique, etc.) afin d'explorer toutes les possibilités d'approfondissement de cette réflexion.

PROGRAMME

14h00 – 14h25

Séance d'ouverture

Modérateur : **M. Firmin Edouard MATOKO**, Sous-Directeur général, Secteur pour la Priorité Afrique et les Relations extérieures, UNESCO

Intervenants : **Mme Audrey AZOULAY**, Directrice générale, UNESCO
M. Kwesi Thomas QUARTEY, Vice-Président, Commission de l'Union Africaine (CUA)

14h25 – 15h00

Interventions préliminaires

- Grands enjeux et défis du Covid-19 pour l'Afrique
 - **M. Bachir S. DIAGNE**, Professeur à l'Université de Columbia, États-Unis
 - **M. Karim ELAYNAOUI**, Directeur général du *Policy Center for the New South*, Maroc
 - **Mme Isabel Maria CORTESÃO CASIMIRO**, Professeure au Centre d'études africaines, Université Eduardo Mondlane, Maputo, Présidente en exercice du CODESRIA
 - **Mme Kamina DIALLO**, Doctorante à Sciences Po Paris au Centre de recherches internationales (CERI)
- Pistes de réflexion pour le futur
 - **M. Adebayo OLUKOSHI**, Directeur, Afrique et Asie de l'Ouest, *International Institute for Democracy and Electoral Assistance* (IDEA)
 - **Mme Natalie Sonia MUKUNDANE**, Présidente de la Commission de la jeunesse de l'UA
 - **Mme Boitumelo KGAREBE**, Vice-Présidente région Afrique Australe, Académie africaine des Sciences, Institut national pour la Santé au travail, Afrique du Sud
 - **M. Alioune SALL**, Directeur de l'Institut des Futurs africains (IFA)

15h00 – 15h50

Débat

15h50 – 16h15

Interventions des représentants des institutions

- **M. Mario PEZZINI**, Directeur du Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- **Mme Sandra COULIBALY LEROY**, Sous-Directrice de la Division Veille, Analyse et Prospective de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
- **M. Hicham EL HABTI**, Secrétaire général de l'Université Mohammed VI Polytechnique, Benguerir, Maroc
- **M. Mihoub MEZOUAGHI**, Directeur de l'Agence française de développement au Maroc, Ancien membre du Comité de direction de l'AFD à Paris

16h15 – 16h30

Synthèse

Marema Thiam Toure, Chef de section, Secteur des Sciences sociales et humaines, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest-Sahel, Dakar, Sénégal

Abdul Rahman Lamin, Spécialiste de programme, Secteur des Sciences sociales et humaines, UNESCO-Paris

Conclusion

Firmin E. Matoko, Sous-Directeur général, Secteur pour la Priorité Afrique et les Relations extérieures, UNESCO

LISTE DES PARTICIPANTS (ordre alphabétique)

1. **Mme Ache COELO (Tchad)**, Sociologue, Réalisatrice, Membre du Conseil Présidentiel pour l'Afrique (CPA)
2. **Mme Isabel Maria CORTESÃO CASIMIRO (Mozambique)**, Sociologue, Professeure au Centre d'études africaines, Université Eduardo Mondlane, Maputo, Présidente en exercice du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA)
3. **Mme Sandra COULIBALY LEROY**, Sous-Directrice, Division Veille, Analyse et Prospective, Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
4. **M. Bachir S. DIAGNE (Sénégal)**, Philosophe, Professeur à l'Université de Columbia, Etats-Unis
5. **Mme Kamina DIALLO (Gabon - République de Guinée)**, Doctorante à Sciences Po Paris au Centre de recherches internationales (CERI)
6. **M. Philippe DURANCE (France)**, Professeur, Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM), Département Innovation
7. **M. Karim ELAYNAOUI (Maroc)**, Economiste, Directeur du *Policy Center for the New South*
8. **M. Hicham EL HABTI**, Secrétaire général, Université Mohammed VI Polytechnique, Benguérir
9. **Mme Fadwa GMIDEN (Tunisie)**, Vice-présidente du Réseau Panafricain des jeunes pour une culture de la paix en Afrique (PAYNCOP)
10. **Mme Fabienne GOUX-BAUDIMENT (France)**, Universitaire, Présidente de proGective, Centre de recherche en prospective
11. **Mme Amy JADESIMI (Nigéria)**, Entrepreneur, Directrice générale de *Lagos Deep Offshore Logistics Base* (LADOL)
12. **Mme Boitumelo KGAREBE (Afrique du Sud)**, Vice-Présidente région Afrique Australe, Académie africaine des Sciences, Institut national pour la Santé au travail (Afrique du Sud)
13. **Mme Nyokase MADISE (Malawi)**, Universitaire, Artiste et Co-fondatrice de PhilARTthropy Initiative de jeunes "Les Arts pour le Changement social"
14. **M. Mihoub MEZOUAGHI**, Directeur, Agence française de Développement/Maroc, Ancien membre du Comité de direction de l'Agence française de développement à Paris (AFD)
15. **M. Ali MOUSSA IYE (Djibouti)**, Ecrivain, Chercheur en anthropologie politique, Fondateur de Global Africa Initiative
16. **Mme Natalie Sonia MUKUNDANE (Kenya)**, Présidente de la Commission de la jeunesse africaine (AYC)
17. **Mme Jane Catherine NGILA (Kenya)**, Vice-chancelière adjointe des Affaires académiques, Professeure Université Riara (*Nurturing Innovators*), Nairobi, Kenya
18. **M. Adebayo OLUKOSHI (Nigéria)**, Politologue, Directeur pour l'Afrique et l'Asie de l'Ouest de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) et Ancien Directeur de l'Institut africain des Nations Unies pour la Planification et le Développement économique
19. **M. Mario PEZZINI**, Directeur, Centre de développement, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
20. **M. Kwesi Thomas QUARTEY**, Vice-Président, Commission de l'Union Africaine (CUA)
21. **M. Alioune SALL (Sénégal)**, Sociologue, Directeur de l'Institut des Futurs Africains (IFA)
22. **M. Ebrima SALL (Gambie)**, Sociologue, Directeur exécutif de *Trust Africa* et Ancien Secrétaire exécutif du CODESRIA
23. **M. Adama SAMASSEKOU (Mali)**, Ancien Ministre de l'Education du Mali, Ancien Secrétaire exécutif de l'Académie des Langues Africaines de l'Union Africaine (ACALAN/UA), Ancien Président du Conseil International de la Philosophie et des Sciences humaines (CIPSH), Président de la Conférence mondiale des Humanités
24. **Mme Alinah K. SEGOBYE (Namibie)**, Doyenne de la Faculté des Sciences humaines, Université de Science et de Technologie de Namibie
25. **Mme Dzodzi TSIKATA (Ghana)**, Sociologue, Professeure à l'Université du Ghana, Directrice de l'Institut des Etudes africaines (*Institute of African Studies*), Ancienne Présidente du CODESRIA
26. **M. Martial ZE BELINGA (Cameroun)**, Économiste et Sociologue, Membre du Comité scientifique international de l'Histoire générale de l'Afrique de l'UNESCO

EQUIPE TECHNIQUE UNESCO

Ibrahim Abdoulaye, Coordonnateur Equipe, Chef Unité Analyse contextuelle et Prospective, Secteur de la Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris

Marema Toure Thiam, Chef de Section, Secteur des Sciences humaines et sociales, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest- Sahel, Dakar, Senegal

Lamin Abdul Rahman, Spécialiste de Programme, Secteur des Sciences humaines et sociales, UNESCO-Paris

Eric Volibi, Chef Unité de Mobilisation sociale et Communication, Secteur de la Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris

Jaya Conhye-Soobrayen, Chef Unité des Relations avec les Etats membres, Partenariats et coopération intersectorielle, Secteur de la Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris

Elisabetta Caporaso, Assistante de Programme, Unité des Relations avec les Etats membres, Partenariats et coopération intersectorielle, Secteur de la Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris

Niry Ratsarazaka-Ratsimandresy, Assistante de Programme, Unité des Relations avec les Etats membres, Partenariats et coopération intersectorielle, Secteur de la Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris

Magaly Lebreton, Consultante, Projet IAF "Imaginer les avenir de l'Afrique", Unité Analyse contextuelle et Prospective, Secteur de la Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris

Morgan Vasseur, Consultante, Projet IAF "Imaginer les avenir de l'Afrique", Unité Analyse contextuelle et Prospective, Secteur de la Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris

Luis Andrés Abad-banda, Consultant , Unité de Mobilisation sociale et Communication, Secteur de la Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris

Zheng, Xianglei, Assistante de Programme, Unité des Relations avec les Etats membres, Partenariats et coopération intersectorielle, Secteur de la Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris

Noël Magloire Ndoba, Consultant, Unité Analyse contextuelle et Prospective, Secteur de la Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris

Zhao Ruolin, Stagiaire, Unité Analyse contextuelle et Prospective, Secteur de la Priorité Afrique et des Relations extérieures, UNESCO-Paris